

**EPCC – ÉESI**

**Conseil d'administration du 24 février 2026**

**Délibération n°10-2026**

\*\*\*

**DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES (DOB) PORTANT SUR**  
**LE BUDGET DE L'ÉESI – EXERCICE BUDGETAIRE 2026**

**Vu** la Loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe), notamment par son article 107 ;

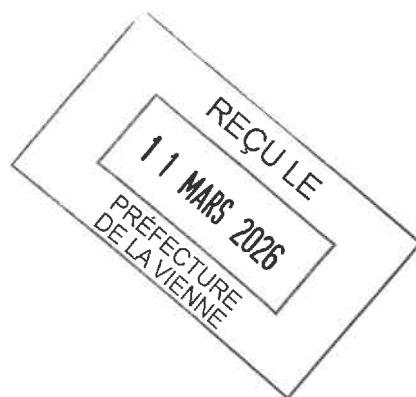
**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2312-1 et suivants et son article D.2312-3 ;

**Vu** l'Arrêté préfectoral du 5 juillet 2024 portant modification de l'arrêté du 8 juillet 2019 portant modification de l'arrêté du 30 décembre 2010, portant création d'un établissement public de coopération culturelle (EPCC) dénommé « École européenne supérieure de l'image » (ÉESI) ;

**Vu** les statuts de l'EPCC ÉESI, notamment leur article 10 ;

Considérant la présentation effectuée par la direction générale par intérim, le Conseil d'administration, par ~~14~~ voix « pour », ~~0~~... « contre », ~~0~~... « abstention », prend acte du débat relatif aux orientations budgétaires proposées par la direction générale de l'établissement et rapportées en annexe.

Le président  
Charles Reverchon-Billot



## **Débat d'orientation budgétaire 2026**

### **Une année de transition**

L'année 2025 est à la fois une année de bilan et de projection puisqu'il s'agit d'assurer la continuité du projet et de l'activité en cours et d'engager sur le fond une réflexion sur son futur développement dans le contexte de la procédure d'auto-évaluation du Haut Conseil de de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES).

Après les efforts consentis en 2023, puis en 2024, dans l'urgence de maîtriser une courbe de dépenses trop importante, cette année d'évaluation (et d'introspection) est aussi une année de repositionnement. S'ouvre en effet une phase d'expérimentation de nouvelles dispositions en matière de ressources humaines et de meilleure expression et anticipation des besoins. Des outils ont commencé à se mettre en place afin de faciliter le pilotage et la modélisation budgétaires à court et moyen terme permettant de projeter l'activité de l'école au-delà d'une simple année d'exercice. Cela semble cohérent au moment où, la soutenabilité des cursus va elle-même être évaluée par le HCERES et le ministère de tutelle de l'école pour l'accréditation des diplômes délivrés.

En 2025, les membres fondateurs contribuant au financement de l'ÉESI ont tenu leurs engagements en maintenant leur niveau d'engagements via des dotations quasiment stables par rapport aux années précédentes. Cet indéfectible soutien, renforcé par la décision inattendue du ministère de la Culture de compenser financièrement l'exonération des frais d'inscriptions des étudiants boursiers en écoles supérieures d'art et design territoriales pour l'année universitaire 2025, a permis en partie à l'établissement d'absorber des variations importantes, telles que celles induites notamment par la hausse du point d'indices en 2024, sans dégrader une capacité d'auto- financement essentielle pour faire face aux grands projets structurels et bâtimentaires à venir sur 2026.

L'indispensable construction budgétaire se doublera de nouveaux efforts de prospection stratégique au second semestre pour accroître nos recettes. Il est à noter que l'ÉESI a précédemment multiplié les réponses à des appels à manifestation d'intérêt ou appels à projet.

### **Objectivation du fonctionnement et prévisions**

Les grandes orientations budgétaires seront établies au plus près des besoins identifiés en termes de pédagogie, de recherche, de politique internationale, de professionnalisation et de coopération culturelle. Elles seront inscrites dans une trajectoire visant la soutenabilité du projet d'établissement à long terme.

L'école va, en ce sens, entamer un profond travail d'objectivation de son fonctionnement et de prévisions.

Les projections pluriannuelles montrent que les dépenses sont majoritairement conditionnées par l'évolution de la masse salariale, celle-ci représentant environ 75 % des dépenses globales réalisées en 2025, malgré une dotation en personnels incomplète (retard de recrutement, vacances de postes).

Dorénavant, chaque budget devra tenir compte de ces perspectives de manière à anticiper l'ensemble des dépenses, planifier une politique des ressources humaines cohérente (en adéquation avec le projet pédagogique tout en préservant les services support administratifs et techniques) et contribuer à la reconstitution du fonds de roulement, estimé à environ 430 000 €.

Il s'agit aujourd'hui de préciser une économie générale en ne cédant pas sur les ambitions de l'école :

- conforter les missions de service public,
- déployer des valeurs d'accessibilité, d'inclusivité, de réussite des parcours d'études,
- contribuer au renouvellement des trajectoires sociales.

Rappelons à ce titre que l'ÉESI reste une des rares écoles à fournir un accès gratuit à des ateliers, aux matériels audiovisuels, aux voyages d'études (sans demande de participation financière) et aux consommables nécessaires à l'aboutissement des travaux et projets de nos étudiants.

## Orientations générales pour 2026

L'école souhaite avancer avec prudence, mesure et conviction avec pour objectif :

- d'assurer la continuité et le bon usage des moyens financiers qui nous sont confiés,
- de protéger au mieux les ressources humaines, essentielles à la pédagogie et aux fonctions supports essentielles au fonctionnement de l'école,
- d'assouplir les efforts de rigueur pour retrouver une capacité de programmation (invitations, voyages d'études, professionnalisation, etc.), de garantir la pertinence et des programmes et de l'ensemble des actions menées en parallèle, au titre de l'éducation artistique et culturelle (PEAC), de la diffusion de la création contemporaine portée en partenariats,
- d'alimenter les synergies et coopérations locales, territoriales ou internationales,
- de maintenir un bon niveau d'investissements, dans le matériel en lien avec la pédagogie et les équipements.

### Points d'attention

La politique budgétaire de l'établissement reste soumise à vigilance car nous observons un risque concernant la stabilité des recettes. Certaines ne sont pas soclées, c'est notamment le cas de la subvention de fonctionnement accordée par la région Nouvelle-Aquitaine qui tend à baisser. D'autres ne sont pas systématiquement garanties ou reconduites car elles sont conditionnées aux impératifs budgétaires et politiques des collectivités partenaires dans un contexte politique culturel en tension.

Nous observons également la nécessité d'anticiper l'impact financier sur le budget des évolutions carrière et de l'impact structurel du Glissement Vieillesse Technicité sur les dépenses de personnel, générant un accroissement inévitable de la masse salariale qui nous fait craindre un effet ciseau si souvent observé dans les établissements d'enseignement supérieur.

Enfin, la perspective d'emménagement dans le nouveau bâtiment des Couronneries sur le site de Poitiers (augmentation de surface de 30%), ainsi que les frais de maintenance bâtiminaire du site d'Angoulême toujours en attente de réhabilitation vont générer une augmentation des dépenses de fonctionnement par la prise en charge de travaux d'entretien courant. La mauvaise performance énergétique du bâtiment angoumois va régulièrement générer des travaux d'adaptation et de rénovation.

Ces perspectives invitent à maintenir un haut niveau de prudence budgétaire.

Nous avons à l'esprit que la maîtrise des dépenses à caractère général a été plus particulièrement atteinte par la régulation de l'activité :

- Anticipation du nombre d'intervenants et donc des frais associés,
- Optimisation de la durée de certains voyages d'études,
- Arbitrages des demandes de formations en privilégiant celles proposées par le CNFPT,
- Gestion accrue des frais de réception et du coût des consommables à vocation artistique
- Prévision de certains travaux de maintenance ciblés en fonction du degré d'urgence.

Concernant les charges de personnel, le pilotage de la masse salariale va s'organiser autour :

- Du pilotage de la masse salariale sur la base d'un meilleur suivi du déroulement de carrière des agents fonctionnaires, comme des contractuels.
- D'une politique de recrutement organisée autour d'une organisation stabilisée que ce soit sur les fonctions pédagogiques, comme administratives ou techniques.
- D'une réflexion à mener sur la structuration et l'organisation des services à partir d'un dialogue social établi.

Activées sur l'année à venir, ces mesures leviers devraient permettre de réguler des pics d'activité excessif, tout en veillant à la qualité de l'offre pédagogique. L'ÉESI se doit de préserver un niveau intact d'ambition artistique, une politique d'accessibilité et d'inclusion probante, soutenir l'innovation pédagogique, l'internationalisation et professionnalisation des cursus.

## 1. BUDGET DE FONCTIONNEMENT

### 1.1. Recettes de fonctionnement

Le financement du fonctionnement de l'École est assuré majoritairement par l'État (Ministère de la Culture) (41%), la Région Nouvelle-Aquitaine (20%), ainsi que par les autres membres fondateurs de l'Établissement Public de Coopération Culturelle : la Communauté urbaine Grand Poitiers (19,5%), la ville d'Angoulême (14,7%) et la communauté d'agglomération de Grand Angoulême (4,8%).

L'estimation des demandes de subvention de fonctionnement se décompose comme suit :

- 1 788 564 € à l'État, auxquels s'ajoutent les appels à projets (au titre de la professionnalisation : 37 500 € et au titre des mesures faveur de la santé : 2 500 €) auxquels s'ajouteront les éventuels appels à projets déposés en cours d'année 2026 ;
- 872 470 € à la Région Nouvelle-Aquitaine
- 850 658 € à la communauté urbaine Grand Poitiers ;
- 640 658 € à la ville d'Angoulême ;
- 210 000 € à la communauté d'agglomération de Grand Angoulême ;

D'autres recettes estimées à 190 300 € seront également perçues dans le cadre du dispositif Erasmus+ de l'Union européenne, de Magelis, du FICOL2, et de la taxe d'apprentissage ou de partenariats structurants (appel à projets, Cordées de la réussite, Institut français, Game Jam...).

Les recettes propres sont estimées à 155 000 €. Elles proviennent majoritairement des droits d'inscription au cursus.

Les recettes de l'école pour son fonctionnement sont donc estimées 6 068 268 € (4 937 392 € en 2025) en tenant compte de l'excédent de fonctionnement dégagé en 2025 soit 320 755.31 € et nous reporterons le résultat cumulé au BP 2026 pour un montant de 1 240 772.19 €

Le résultat de 2025 correspond à la somme des crédits non consommés en raison des mesures de maîtrise des dépenses prises (sur les charges à caractère général et les ressources humaines) soit environ 240 000 €, à laquelle s'ajoute des crédits obtenus suite à des appels à projet pour 80 755 €

La reconstitution du fonds de roulement a donc été poursuivie.

### 1.2 Dépenses de fonctionnement

Pour mémoire, le budget de fonctionnement s'élevait à 4 922 434 € en 2024 et à 4 616 637 € en 2025.

Le montant total prévisionnel des dépenses de fonctionnement sera de 5 373 447 € en 2026 en tenant compte de la réserve mise au compte 6188, ils seront répartis, dans ce rapport d'orientation budgétaire, entre les charges à caractère général, les charges de personnel et des charges diverses.

#### 1.2.1 Les charges à caractère général

Pour mémoire, les charges à caractère général s'élevaient à 874 429 € en 2024 et à 751 407 € en 2025. Ces charges sont estimées à 1 124 185 € en 2026, réserve comprise. Elles sont majoritairement impactées à la hausse par les dépenses engagées pour l'emménagement du site de Poitiers au sein du quartier des Couronneries.

Les grandes lignes de dépenses découlent des axes structurants du projet d'établissement :

**Programmation pédagogique :** Les dépenses pédagogiques regroupent l'ensemble des charges engagées pour la mise en œuvre des activités de formation et de renforcement des compétences.

- Une volonté manifeste de favoriser des interventions confiées à des artistes ou professionnels invités (Programmation de workshops, organisation d'ateliers), pour accompagner le développement des pratiques artistiques et les expérimentations en tout genre.
- Des voyages d'études et des projets hors les murs avec des objectifs pédagogiques ciblés,
- Une meilleure évaluation des besoins matériels et des besoins de production (expositions).

## Politique internationale

- Développement du programme de résidences en Europe et à l'international,
- Coopérations internationales
- Accueil et appui aux étudiants étrangers via les heures de FLE,
- Poursuite de l'enseignement en langue anglaise,
- Poursuite de la politique de mobilités des étudiants en cours de cursus (stages en France ou à l'étranger, des séjours d'études
- Développement de la mobilité professionnelle.

## FICOL 2

La Communauté d'agglomération de GrandAngoulême a conclu avec l'Agence française de développement (AFD) un partenariat (FICOL 2).

L'École européenne supérieure de l'image a été pionnière dans l'introduction de l'enseignement du Digital dans le champ de l'art contemporain et dans la réflexion sur les mutations qu'il a impliquées dans l'expression artistique.

Ce deuxième projet de coopération internationale avec l'université mexicaine du Tecnológico de Monterrey, de renommée internationale pour ses formations de haut niveau au Mexique, entre pour 3 ans et demi dans une nouvelle phase.

Le projet « Nouvelle Confluence Créative – FICOL 2 » vise à renforcer les écosystèmes français et mexicain des industries culturelles et créatives : soutien aux auteurs et étudiants mexicains et français, rayonnement de la Casa Del Autor, attractivité des écoles de l'image, renforcement de la recherche internationale, soutien à l'entrepreneuriat international.

Ce projet va permettre d'intégrer les ODD 2030 (objectifs de développement durable) en faveur de l'égalité femme/homme et de la lutte contre le changement climatique, de mettre l'accent sur la jeunesse, de valoriser la coopération sur les territoires angoumoisins et mexicains et de sensibiliser à l'ECSI (éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale).

## Professionnalisation

Le travail engagé concernant la préparation des étudiants et des jeunes diplômés à la vie professionnelle se poursuit, toujours en lien avec différents partenaires et financeurs et sous différents formats (Culture Pro, SUPERCANON).

### **- Culture Pro**

Composé de quatre temps forts avec des thématiques et des intervenants différents à chaque fois, le programme ÉESI+ a pour objectif de favoriser la professionnalisation des jeunes diplômés des écoles d'art, en les accompagnant dans la transition entre la formation initiale et l'entrée dans la vie professionnelle. Il vise à leur offrir des ressources, des outils, des rencontres et des perspectives, à la fois ancrés dans le territoire et ouverts à l'échelle nationale et internationale.

- Un programme, intitulé ÉESI+ se déroulera en 4 temps forts tout au long de l'année 2025-2026 est destiné aux diplômés (2025, 2024, 2023) des écoles supérieures d'art publiques, en particulier de Nouvelle-Aquitaine et de l'ÉESI. Les séminaires, rencontres et conférences du programme seront ouverts aux étudiants de l'ÉESI. Certains formats sont ouverts aux étudiants de l'ensemble du site universitaire, ainsi qu'à des professionnels du milieu artistique.

Ce travail exemplaire converge avec les enjeux de la coopérative de recherche et les nouvelles formes de la création contemporaines (production et économie de la création, formes de coopération, enjeux politiques et sociétaux).

### **- SUPERCANON**

Ces « Résidences-tremplin » sont un dispositif post-diplôme professionnalisant visant à favoriser "l'émergence des jeunes auteurs/artistes" diplômés de l'ÉESI par l'immersion dans le réseau de partenaires entretenu par l'établissement – dès les premiers mois qui suivent le diplôme (post-master). Le public-cible concerné par le programme est celui des jeunes créateurs et auteurs formés à l'ÉESI et dont le travail est encore peu repéré ou non diffusé.

Le programme s'appuie sur un réseau de 9 partenaires culturels de premier plan (centres d'art, fondations, Frac, etc.), pour la plupart déjà partenaires privilégiés de l'école, qui s'engagent à accueillir les jeunes diplômés en résidence et à

leur faire bénéficier en situation, de toutes les expertises (savoirs et savoir-faire) nécessaires au lancement de leur carrière artistique professionnelle.

Ce Dispositif hybride associe formation à l'environnement professionnel et mise en situation auprès d'opérateurs majeurs de l'économie de la culture artistique. Supercanon propose en outre, la mise en réseau des expertises et le partage horizontal des expériences (« de pairs à pairs ») par la tenue de séminaires de professionnalisation associant toutes les jeunes artistes/auteurs professionnels du programme à l'ensemble des acteurs de la profession (directeurs et administrateurs, critiques, commissaires et curateurs, scénographes, régisseurs, éditeurs, équipes de communication, etc.), qui s'engagent auprès de l'ÉESI à faire de la professionnalisation un enjeu prioritaire.

### **Education artistique et culturelle – PEAC**

L'agglomération de GrandAngoulême renouvelle son engagement dans la démarche des Parcours d'éducation artistique et culturelle (PEAC). Cette politique commune est menée à destination du jeune public auprès des 38 communes de la nouvelle agglomération. Une convention de 3 ans entre GrandAngoulême, la DRAC Nouvelle-Aquitaine et l'Éducation nationale officialise l'engagement des parties dans ce dispositif. Les actions menées sur l'année scolaire portent notamment sur la mise en œuvre d'ateliers ou de résidences pédagogiques longues.

### **Santé et sécurité au travail**

Les équipes éprouvent le besoin d'un suivi régulier pour faire face aux situations de travail impliquant une forte mobilisation personnelle dans l'accompagnement des étudiants (détresse psychique et matérielles, grande précarité, conflits ...). Des séances d'accompagnement professionnel (analyse de pratique) visant à la prévention des risques psycho-sociaux seront progressivement mises en place en 2026.

Enfin, les Lignes directrices de gestion (LDG) et le document unique de prévention des risques professionnels (DUERP en cours) prévoient l'étude des postes de travail et leurs éventuels aménagements induisant des incidences budgétaires.

### **Luttes contre les violences sexistes et sexuelles**

L'école s'engage pour 2026 à poursuivre la démarche engagée précédemment via l'intervention de l'association « La Petite » pour la formation de l'encadrement et des équipes sur le thème des VHSS, qui avait mené à l'écriture d'une charte et d'un protocole de signalement pour apprendre à accueillir, écouter, accompagner les personnes victimes d'agissements discriminatoires et de violences et les témoins.

Sur 2025, ce cheminement s'est poursuivi via le tissage de lien avec des organisme de référence sur le territoire et notamment avec la coordination départementale de prévention du suicide et de la promotion de la santé mentale du CHR de Poitiers, qui a pu dispenser la formation « Sentinelles » au tiers des personnels volontaires, toutes fonctions confondues.

L'ÉESI souhaite s'engager davantage pour développer un programme de sensibilisation à la prévention des discriminations et de toutes les formes d'agissements et de violence sexistes et sexuels auprès des nouveaux entrants (étudiants, personnels, chercheurs).

### **Plan de formation**

Inscrit dans les Lignes directrices de gestion, le plan de formation sera structuré et adopté sur 2026. Il devra répondre aux spécificités des carrières et métiers propres à l'enseignement supérieur culture. Comme chaque année une enveloppe budgétaire sera ainsi prévue pour le financement de formations (organismes spécialistes) ne relevant pas du catalogue du CNFPT. Des besoins ciblés en termes d'apports techniques pourront être couverts par la mise en place de formations en interne associant étudiants, enseignants et personnels (interventions de professionnels sur site).

La formation continue du personnel en termes de sécurité (sauveteur secouriste du travail et utilisation des extincteurs) se poursuit.

### **Communication**

Les dépenses sont reconduites à l'identique pour tous les supports de communication de l'école (Identité visuelle et site internet).

#### **1.2.2 Les charges de personnel**

Pour mémoire, la masse salariale représentait 3 697 602 € en 2024 et 3 483 138 € en 2025.

Ces charges sont estimées à 4 239 354 € en 2026.

Compte tenu des projections pluriannuelles effectuées en 2025 au titre de la période 2025-2028, la masse salariale 2026 reste sous surveillance.

Toutefois les efforts effectués en 2025 ont permis de dégager une marge de manœuvre pour déployer les ressources humaines avec pertinence. La direction conduit en lien avec les équipes, une évaluation des nécessités propres à l'enseignement et son exercice dans des conditions de sécurité optimales, nécessitant des besoins en personnels support et logistique.

Nous rappelons à cette occasion, la qualité et l'engagement des équipes administratives, en dépit d'une équipe très réduite.

Le diagnostic nous a amené à repositionner la politique des ressources humaines et à procéder à plusieurs ajustements :

- Non remplacement d'un poste d'accueil dans l'attente, d'une réflexion générale à venir sur l'organisation des services supports et techniques,
- Recrutement à venir d'un poste en renfort pour contribuer à sécuriser la politique de gestion des ressources humaines
- Réflexion à déployer sur la redistribution des missions, via un travail de concertation à mener via un dialogue social à poursuivre avec la nouvelle Direction générale à venir.

### 1.2.3 Autres charges

Pour mémoire, ces charges s'élevaient à 213 441 € en 2024 et 249 280 € en 2025.

En 2026, ces charges sont estimées à 349 062 € et concernent notamment :

- Les bourses versées aux chercheurs, aux étudiants partant en mobilité ou dans le cadre du programme Supercanon, ou dans le programme du FICOL 2
- Les frais de déplacements des intervenants,
- Les droits d'utilisation des logiciels,

Il est à noter que nous pourrions enregistrer cette année une hausse générale des dépenses concernant les fluides.

RÉCAPITULATIF - FONCTIONNEMENT	
Recettes :	6 068 268 €
Dépenses :	
• Charges à caractère général	1 132 275 €
• Réserve	187 622 €
• Charges de personnels	4 239 354 €
• Autres charges	350 839 €
• Dotations aux amortissements	158 178 €

## **2. BUDGET D'INVESTISSEMENT**

### 2.1 Recettes d'investissement

Le budget d'investissement est estimé à ce jour à 365 993 € et est financé par :

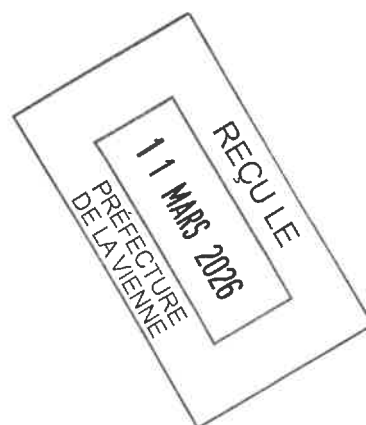
- une demande de subvention de 79 670 € adressée à la Région Nouvelle-Aquitaine (en cours d'arbitrage, et non indiquée au BP 2026, afin de voter un budget sincère), en amont de la rédaction d'une programmation pluriannuelle d'investissement (PPI) portée par la nouvelle direction ;
- les dotations aux amortissement pour 158 178 €
- le résultat cumulé d'investissement reporté pour 197 814 € ;

## 2.2 Dépenses d'investissement

Pour mémoire, les dépenses d'investissement s'élevaient à 62 743 € en 2024 et à 70 704 € en 2025.

Ces dépenses sont estimées à 217 200 € pour 2026 :

- Provision d'acquisition de matériel informatique en complément du renouvellement du parc informatique.
- Renouvellement progressif et continu du matériel mis à disposition des étudiants rendu nécessaire par les évolutions technologiques.
- Une réserve est prévue pour le déménagement du site d'Angoulême ou des éventuels aléas pour 131 346 €
- Dotations subvention d'équipement pour 17 447 €





**EPCC – ÉESI**

**Conseil d'administration du 24 février 2026**

**Délibération n°09-2026**

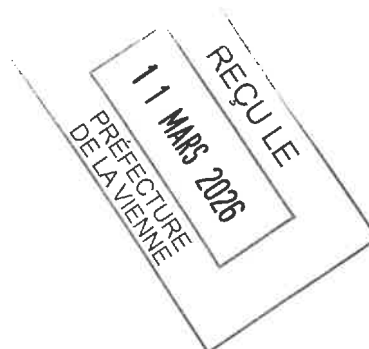
\*\*\*

Le Conseil d'Administration, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré, décide, par ~~un~~ <sup>la</sup> voix  
« pour », ~~4~~, « contre », ~~4~~... « abstention » :

- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissements dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent dans les comptes dédiés.

Fait à Poitiers, le 24 février 2026

Le président,  
Charles Reverchon-Billot



**EPCC – ÉESI**

**Conseil d'administration du 24 février 2026**

**Délibération n°09-2026**

\*\*\*

**AUTORISATION DU PRÉSIDENT À ENGAGER, LIQUIDER ET MANDATER DES DÉPENSES  
D'INVESTISSEMENTS DANS LA LIMITE DU QUART DES CRÉDITS OUVERTS AU BUDGET  
DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT**

**Le Conseil d'Administration de l'Établissement Public de Coopération Culturelle – École européenne supérieure de l'image ;**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'instruction comptable M57, applicable à l'ÉESI, notamment l'ouverture anticipée de crédits en M57 ;

**Vu** l'article L1612-1 du CGCT modifié par la Loi n°2012-1510 du 29 décembre 2012 – art.37 (VD) ;

**Considérant :**

Jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 30 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Compte	Désignation	Budget Primitif 2025	Autorisation maximale 25%
<b>2051</b>	Concessions et droits similaires	23 331.40	5 832.85
<b>2158</b>	Autres installations, matériel et outillage techniques	1 000.00	250.00
<b>2181</b>	Installations générales, agencements et aménagements divers	3 488.00	872.00
<b>21838</b>	Autre matériel informatique	23 364.20	5 841.05
<b>21848</b>	Autres matériels de bureau et mobiliers	8 000.00	2 000.00
<b>2188</b>	Autres	199 939.10	49 984.77
<b>Total</b>		<b>259 122.70</b>	<b>64 780.67</b>